

Malversations et tueries au Burundi : L'acte d'accusation contre le Cnnd-Fdd

Politique

@rib News, 04/03/2011

COMMUNIQUE DU 3 MARS 2011 EMANANT DE LA MAJORITE DES « BAGUMYABANGA » SANS VOIX DANS LA LUTTE CONTRE LES MALVERSIONS ECONOMIQUES, LES VIOLATIONS DES DROITS DE LA PERSONNE HUMAINE ET AUTRES.

Les « BAGUMYABANGA » à qui certains dirigeants du parti CNDD-FDD ont refusé le droit de s'exprimer sur les problèmes qui entourent le parti et le pays trouvent que la situation est désormais très alarmante. En effet, les malversations économiques, les violations des droits de l'homme et le non respect des droits civils et politiques sont devenus le quotidien des dirigeants actuels. Les « BAGUMYABANGA » s'indignent du caractère discret et jérémiade de certains membres de la communauté nationale et internationale devant cette situation, ce qui encourage les auteurs de ces maux à agir librement sans inquiétudes. Dans le souci d'aider pour que ces comportements empestés cessent, les « BAGUMYABANGA » ont décidé de sortir du silence et de la torpeur pour donner des voies de sortie et ainsi obstruer l'évolution de ce fléau par les propositions suivantes :

I. CONCERNANT LES MALVERSIONS ECONOMIQUES ET LE DETOURNEMENT DES DENIERS PUBLICS.

1. La ministre des finances Madame Clotilde NIZIGAMA est apparue comme pièce maitresse dans plusieurs dossiers de malversations économiques alors qu'elle était sensée garantir la protection de la chose publique.

2. Rappelons qu'elle a été pointée du doigt par l'Inspection Générale de l'Etat dans son rapport de fin 2010 comme étant parmi les personnes qui ont spolié le trésor public et qu'elle devait rembourser avant décembre de la même année plus de quatre cent mille dollars américains (400.000US\$) équivalent a plus de quatre cent millions de francs burundais (400.000.000Fr bu). Malgré cette haute trahison pour un gestionnaire au niveau distingué, ces supérieurs n'ont pas douté d'elle et continuent de la mandater comme interlocutrice du Burundi auprès des bailleurs de fonds.

3. En plus de ces dossiers traités par l'Inspection Générale de l'Etat, un autre détournement d'un montant de onze millions de dollars américains (11.000.000US\$) équivalent à plus de onze milliards de francs burundais (11.000.000.000Fr bu) et pour lequel nous avons des preuves sûres et certaines a été effectué par la même ministre des finances Madame Clotilde NIZIGAMA en complicité avec le Président du parti CNDD-FDD l'honorable Jérémie NGENDAKUMANA. Signalons aussi que Saïd KIBEYA, ministre de l'éducation nationale d'alors et l'honorable Mohamed RUKARA actuellement ombudsman auraient été associés dans ce dossier par ces derniers. Ce montant représentait un remboursement effectué par le Gouvernement Ougandais pour le compte de l'Etat Burundais et seules les personnes ci-haut citées savent où il est passée.

II. CONCERNANT LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AINSI QUE LES DIFFERENTES TUERIES OBSERVEES ICI ET LA POUR DES MOBILES POLITIQUES.

1. Personne n'ignore l'engouement et la détermination affichés par le ministre de l'intérieur Edouard NDUWIMANA dans le blocage du fonctionnement des partis politiques, la création des ailes et le démantèlement de certaines formations politiques. Ces agissements anti-démocratiques ont engendré un climat politique infect tel qu'on l'observe ces derniers temps. Ceci est fait pour tromper l'opinion des « BAGUMYABANGA » qui croiraient que ce comportement va dans le sens d'appuyer leur cher parti alors qu'au contraire il salit sa politique.

2. Partant de cette situation, de paisibles citoyens sont tués, d'autres sont emprisonnés suite aux montages véhiculés par l'appareil administratif pour pousser les forces de sécurités a faire des arrestations arbitraires et les instances judiciaires a condamner abusivement des innocents selon les ordres donnés. Pourtant, la nation burundaise est dotée de textes et lois conçus pour protéger les innocents et sanctionner les coupables.

3. Tous les « BAGUMYABANGA » et le pouvoir en général endossent gratuitement les responsabilités des torts causés par le ministre Edouard NDUWIMANA au moment où lui et ses complices se la coulent douce. Remarquez que même dans le domaine des malversations économiques, cette autorité est loin d'être blanche compte tenu de la façon dont les marchés

sont attribués au sein de son ministère.

III. COMPTE TENU DE TOUT CE QUI PRECEDE, LA MAJORITE DES « BAGUMYABANGA » DECIDES D'ENDECODRE AVEC CETTE SITUATION DEMANDENT CE QUI SUIT :

1. Considérant le degré de participation de Madame la ministre des finances dans les différentes malversations économiques ainsi que la somme gigantesque qu'elle a détourné et dont on ignore la finalité, il lui ait demandé de présenter sa démission immédiatement pour l'intérêt supérieur de la nation.

2. Vu le rôle joué par le ministre de l'intérieur Monsieur Edouard NDUWIMANA dans le chaos politique qu'on observe aujourd'hui et dont l'origine est le harcèlement des partis politiques ainsi que leur destruction ; partant du fait que ce courant a obligé à certains leaders des formations politiques de fuir le pays pendant que d'autres subissent des traitements atroces et inhumains dans des maisons d'arrêt, il est demandé à cette autorité source des différents attentats à la sécurité intérieure du pays de démissionner pour l'intérêt des « BAGUMYABANGA » et de la nation toute entière.

3. Concernant les malversations dont le Président du parti CNDD-FDD Jérémie NGENDAKUMANA est l'auteur en complicité avec Madame la ministre des finances, les « BAGUMYABANGA » regrettent fort le fait que ces agissements souillent leur parti. D'autres délits à sa charge mais qui sont malheureusement imputés à tous les « BAGUMYABANGA » vous seront communiqués le moment venu pour que lui et sa bande répondent de leurs actions. Mêmement, il devra fournir des explications devant le prochain congrès national du parti si du moins il a le courage de fixer définitivement sa convocation au lieu de le reporter indéfiniment pour des raisons inavouées.

4. Maintenant que le mandat des organes dirigeants du parti est venu à son échéance, aucune décision ne peut être prise par ces derniers en dehors d'un congrès national du parti organisé de façon transparente et démocratique. Les réunions intermittentes organisées ces derniers temps au sein du parti dont le but est de saboter la détermination des « BAGUMYABANGA » afin d'en finir avec les malversations économiques et les tueries qui sapent le développement du pays doivent s'arrêter pour privilégier la tenue du congrès national reporté pour des motifs inconnus.

5. Les « BAGUMYABANGA » sont appelés de se ranger derrière les idées émises dans le document pondu dernièrement par la majorité de leurs représentants malgré que Jérémie NGENDAKUMANA les ait qualifiés d'intrus par le biais de la Radio REMA FM. Les idées contenues dans ce document devraient servir de modèle et inspirer les participants au prochain congrès national du parti pour le bien du parti et du pays.

En conclusion, nous demandons le concours de la communauté nationale et internationale pour qu'elle encourage ces ministres qui se disent « BAGUMYABANGA » à démissionner sans tergiversation pour l'honneur du parti CNDD-FDD. Ainsi, le groupe qui sabote l'organisation des pourparlers au nom de tout le parti alors que c'est grâce aux négociations que le parti est au pouvoir sera anéanti et l'espoir pour la réconciliation dans un parti où le droit d'expression est une garantie verra le jour.

Fait à Bujumbura, le 03 Mars 2011.

Le Secrétaire du Conseil des sages

Du parti CNDD-FDD.

Hon. Manasse NZOBONIMPA

[FERMER LA FENÊTRE](#)